

Transport

♦ **Réseaux transeuropéens (RTE-T)**: Un accord de coopération a été signé, le 11 janvier dernier, entre la Commission européenne et la BEI (Banque européenne d'investissement) pour établir un instrument de garantie de prêt pour les projets relatifs aux réseaux transeuropéens de transport (GPTT). Ce nouvel instrument vise à inciter le secteur privé à participer plus activement au financement des infrastructures de transport de dimension européenne dont la viabilité financière n'est pas assurée lors du démarrage des projets.

♦ **Transport ferroviaire**: Le Journal Officiel de l'UE du 3 décembre 2007 (L) a publié ♦ le règlement CE n°1370/2007 du 13 octobre 2007 relatif aux services publics de voyageurs par chemin de fer et par route ♦ le règlement CE n°1371/2007 du 23 octobre relatif aux droits et obligations des voyageurs ferroviaires ♦ la directive 2007/58/CE du 23 octobre 2007 sur la répartition d'infrastructure ferroviaire et la tarification de l'infrastructure ferroviaire ♦ la directive 2007/59/CE sur la certification des conducteurs de trains

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2007:315:SOM:FR:HTML>

(Sur le transport ferroviaire, voir également "Consultations publiques" ci-dessous)

Consultations publiques

♦ **Financement étatique des services publics de radiodiffusion**: Dans la perspective d'une éventuelle révision de la communication de 2001 sur l'application des règles relatives aux d'Etat aux services publics de radiodiffusion, la Commission a lancé une consultation publique le 10 janvier dernier. Deux points, en particulier, sont soulevés: la définition du service public dans le domaine des nouveaux médias et le contrôle de la surcompensation. Au vu des avis émis, reçus jusqu'aux 10 mars prochain, une proposition de communication révisée sera, ou non, présentée.

http://ec.europa.eu/comm/competition/state_aid/reform/reform.cfm

♦ **Aides d'Etat aux entreprises ferroviaires**: La Commission a rendu public, le 13 décembre dernier, un avant projet de lignes directrices communautaires sur les aides d'Etat aux entreprises ferroviaires. Ces lignes sont destinées à préciser les situations dans lesquelles des aides d'Etat peuvent être justifiées "au regard de l'intérêt commun de la Communauté". Les Etats sont invités à mettre leurs régimes d'aides en accord avec ces lignes directrices au plus tard deux ans après la publication de celles-ci. Consultation jusqu'au 25 janvier 2008.

http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/state_aid/doc/consultation_ms/2007_12_21_lignes_directrices_ferroviaires_fr.pdf

♦ **ERTMS**: Est également soumis à consultation publique un document sur le plan de déploiement européen du système harmonisé de contrôle des vitesses (ERTMS) en vue d'assurer l'interopérabilité des réseaux de chemin de fer. L'objectif est d'équiper de grands corridors traversant l'Union plus rapidement que le reste du réseau transeuropéen. Clôture de la consultation le 28 février 2008.

http://ec.europa.eu/transport/rail/consultation/2007_ertms/doc/consultation_fr.pdf

Transport.

♦ **Trans-European networks (TEN-T)**: On 11th January 2008, the European Commission and the European Investment Bank (EIB) signed a Cooperation Agreement establishing the Loan Guarantee Instrument for trans-European transport network projects (LGTT). The new instrument aims to encourage the private sector to take a more active part in the financing of the transport infrastructure of European significance, especially in cases where investments in those projects are exposed to a high level of revenue risk in the early operational period of such projects.

♦ **Rail transport**: The EU Official Journal of 3rd December 2007 (L) has published the following ♦ the EC Regulation n°. 1370/2007 of 13th October 2007 on public services for road and rail passengers ♦ EC Regulation n° 1371/2007 of 23rd October concerning rail passengers' rights and obligations ♦ directive n° 2007/58/EC dated 23rd October 2007 on the allocation of railway infrastructure and the levying of charges for the use of railway infrastructure ♦ directive 2007/59/EC on the certification of train drivers.

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtml.do?uri=OJ:L:2007:315:SOM:EN:HTML>

(For more on the rail transport, see "Public Consultations" below).

Public consultations

♦ **State funding of public broadcasting services**: In view of a possible revision of the 2001 communication on the application of State aid rules to public service broadcasting, the Commission has launched a public consultation starting from the 10th January 2008. It, in particular, raises two points: the definition of public service in the field of new media and ways of checking overcompensation. In the light of the opinions obtained at the end of it, a proposal for a revised communication will be presented or not. The consultation runs until 10th March 2008

http://ec.europa.eu/comm/competition/state_aid/reform/reform.cfm

♦ **State aid for railway undertakings**: On 13th December 2007, the Commission published a preliminary draft of Community guidelines on state aid for railway undertakings. These guidelines are to provide clarification on conditions under which state aid may be justified "with regard to the common interest of the Community". States are encouraged to adapt their aid schemes in accordance with these guidelines, not later than two years after their publication. Consultation runs until 25th January 2008.

http://ec.europa.eu/dgs/energy_transport/state_aid/doc/consultation_ms/2007_12_21_lignes_directrices_ferroviaires_en.pdf

♦ **ERTMS**: The ERTMS has also submitted, to a public consultation, a paper on the European deployment plan for the harmonised speed control system (ERTMS) with the objective of ensuring rail network interoperability. The goal is to equip major corridors crisscrossing the Union faster than in the rest of the trans-European network. The closure date for the consultation is 28th February 2008.

http://ec.europa.eu/transport/rail/consultation/2007_ertms/doc/consultation_en.pdf

Cour de justice

Actions syndicales collectives : Dans deux arrêts récents, la Cour dit qu'une action collective menée par une ou plusieurs organisations syndicales ne peut être justifiée qu'à la condition qu'elle soit proportionnée à la réalisation de l'objectif d'intérêt général poursuivi.

♦ L'arrêt C-438/05 du 11 décembre 2007 concerne une affaire où, pour faire face à la concurrence directe des navires estoniens dont les coûts salariaux sont moins élevés, l'entreprise finlandaise Viking souhaitait passer un de ses ferries sous pavillon estonien ou norvégien. Opposées à ce projet, la Finish Seamen's Union (FSU) et l'International Transport Workers' Federation (ITWF) avaient engagé une action collective. La Cour dit que l'article 43 du traité CE sur la liberté d'établissement "est de nature à conférer des droits à une entreprise privée susceptibles d'être opposés à un syndicat ou une association de syndicats", même si, dans cette affaire, les restrictions à la liberté d'établissement "peuvent, en principe être justifiées au titre de la protection d'une raison impérieuse d'intérêt général, telle que la protection des travailleurs, à condition qu'il soit établi qu'elles sont aptes à garantir la réalisation de l'objectif légitime poursuivi et ne vont pas au delà de ce qui est nécessaire pour atteindre cet objectif".

♦ L'arrêt C-341/05 du 18 décembre 2007 est relatif au blocus d'un chantier par plusieurs syndicats suédois pour obliger une entreprise lettonne (Laval un Partneri), ayant remporté un marché public de construction et ayant amené des travailleurs lettons, à entamer avec elle une négociation sur les salaires des travailleurs détachés et à adhérer à une convention collective dont les clauses établissent, dans certaines matières, des conditions plus favorables. En Suède, les négociations salariales ne sont pas encadrées par la loi mais par des conventions collectives ; en outre, la loi n'interdit pas les actions collectives à l'encontre d'un employeur étranger. La Cour dit que le droit fondamental de mener une action collective n'est pas de nature à faire échapper une telle action au champ d'application du droit communautaire, notamment l'article 49 CE sur la libre prestation de services et la directive 96/71/CE concernant le détachement des travailleurs. Si la protection des travailleurs de l'État d'accueil contre une éventuelle pratique de dumping social peut constituer une raison impérieuse d'intérêt général et donc justifier un blocus de chantier, l'effet de coordination réalisé par la directive 96/71 qui impose des normes impératives de protection minimales pour tous les Etats membres, ne permet pas d'entreprendre une action syndicale collective, pour contraindre le prestataire de services à entamer une négociation sur les salaires et adhérer à une convention collective dans un pays au demeurant marqué par l'absence de dispositions en la matière.

En même temps, la Cour rappelle que si la directive 96/71/CE prévoit des "règles impératives de protection minimale" relatives aux conditions de travail et d'emploi applicables à la relation de travail lorsqu'une entreprise établie dans un État membre donne détache des travailleurs sur le territoire d'un autre État membre, à titre temporaire, dans le cadre d'une prestation de services pour empêcher une "concurrence déloyale" (périodes maximales de travail, périodes minimales de repos, durée minimale des congés annuels payés, taux de salaire minimal), elle ne vise pas pour autant à harmoniser le contenu de ces règles. Et elle ajoute que cette possibilité ne permet pas à l'Etat membre d'accueil de "subordonner la réalisation d'une prestation de services sur son territoire à l'observation de conditions de travail et d'emploi allant au-delà des règles impératives de protection minimale".

Court of Justice

Collective trade union actions: In two recent judgements, the Court ruled that collective action undertaken by one or more organisations could be justified only on condition that it is proportionate to the objective of the general interest pursued.

♦ Judgement C-438/05 of 11th December 2007 concerning a case in which, in order to counter direct competition from Estonian vessels, whose labour costs are lower, the Finnish company Viking wished to reflag one of its ferries under Estonian or Norwegian flag. The Finish Seamen's Union (FSU) and the International Transport Workers' Federation (ITWF), opposed to such a move, had launched a collective action. The Court said that article 43 of the EC Treaty on the freedom of establishment "is adequate to confer rights on a private undertaking which may be relied on against a trade union or an association of trade unions," even though in this case, the restrictions on the freedom of establishment "may, in principle, be justified by overriding grounds of public interest, such as the protection of workers, provided that it is established that the restrictions are adequate to ensure the attainment of the legitimate objective being pursued and do not go beyond what is necessary to achieve that objective".

♦ Judgement C-341/05 dated 18th December 2007 concerns the blockading of a work site by several Swedish unions to oblige a Latvian company (Laval un Partneri), which had won a public contract and had brought in Latvian workers, to enter into negotiations with them for the wages of the posted workers and, adhere to the existing collective agreement whose terms, in certain areas, offer more favourable conditions to those workers. In Sweden, wage negotiations are not governed by law but by collective agreements; in addition, the law does not prohibit collective actions against a foreign employer. The Court said that the fundamental right allowing unions to undertake collective actions does not preclude such action from the scope of Community law, in particular, article 49 EC on the freedom to provide services and Directive 96 / 71/CE on the posting of workers. Whereas, although the protection of workers in the host country against a possible form of social dumping may constitute a strong enough reason of general interest and, therefore, justify the blockading of the work site, the coordination effect achieved by the Directive 96/71, which imposes mandatory norms of minimum protection in all Member States, does not allow the undertaking of a collective trade union action, to compel the foreign service provider to enter into negotiations on wages and adhere to a collective agreement, particularly, in a country where provisions for such matters do not exist.

At the same time, the Court noted that, even if directive 96/71/EC provides for "mandatory rules for minimum protection" as regards working conditions and employment applicable to employment relations matters where an undertaking established in one Member State detaches workers to a territory of another Member State, on a temporary basis, in the context of the provision of services to prevent "unfair competition" (maximum period of work, minimum rest period, minimum paid annual holidays, minimum wage rates), it does not aim at harmonising the content of these rules. And, it added that, this possibility does not allow the host Member State to "subject the provision of services by the foreign undertaking on its territory to the observance of conditions of work and of employment that go well beyond the mandatory rules of minimum protection".